



Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique

RAPPORT annuel

DÉCEMBRE 2020 

« La jeunesse au service du
développement humain durable »



Association pour l'Unité de la Jeunesse
et le Développement en Afrique

RAPPORT annuel

DÉCEMBRE 2020 

« La jeunesse au service du
développement humain durable »

TABLE DES MATIÈRES

Sigles & abréviations	5
Mot du Secrétaire exécutif.....	6
Qui sommes-nous ?	8

PREMIÈRE PARTIE : BILAN PHYSIQUE..... 11

1. PROJETS MIS EN ŒUVRE	12
1.1 Burkina Faso Regional Program (BFRP).....	13
1.2 Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS).....	14
1.3 Projet OIM « Appui à l'amélioration de la confiance entre l'administration, les Forces de Défense et de Sécurité et les populations du Nord et du Sahel du Burkina Faso ».....	16
1.4 Projet UNICEF « Fourniture de services de prévention et de protection au profit des enfants en situation d'urgence ».....	18
1.5 Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC).....	20
1.6 Fondation OXFAM INTERMON.....	22
1.7 Mise en œuvre des activités VIH au profit des PDI (SP/CNLS-IST/VIH).....	24
1.8 Projet de soutien psychosocial.....	26
2. NOS PARTENAIRES EN 2020	27
3. VIE DE L'ASSOCIATION.....	28
4. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	29
5. ACQUIS & PERSPECTIVES.....	29

DEUXIÈME PARTIE : BILAN FINANCIER31

1. SYSTÈME ET ORGANISATION COMPTABLE MIS EN PLACE.....	32
2. SITUATION FINANCIÈRE AU 31/12/2020	32
3. ÉTAT D'AVANCEMENT FINANCIÈRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS.....	33

CONCLUSION.....	35
------------------------	-----------

SIGLES & ABRÉVIATIONS

A2N	: Association Nodde Nooto
AERD	: Association pour l'Éveil, la Responsabilisation et le Développement
BFRP	: Burkina Faso Regional Program
CECI	: Centre Canadien d'Études et de Coopération Internationale
CNT	: Conseil National de Transition
CONASUR	: Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
DRC	: Conseil Danois pour les Réfugiés
EAE	: Espace Ami des Enfants
FDS	: Force de Défense et de Sécurité
HPD	: Document de Programme Humanitaire
IEC/CCC	: Information Éducation Communication/Communication pour le Changement de Comportement
IRC	: International Rescue Comitie
MATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MATD/CS	: Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
NFM	: Nouveau Mécanisme de Financement
OCHA	: Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
OIM	: Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PADEL	: Programme d'Appui au Développement des Économies Locales
PADS	: Programme d'Appui au Développement Sanitaire
PARIC	: Programme d'Appui à la Résilience des Communautés
PDI	: Personne Déplacée Interne
PNDS	: Plan National de Développement Sanitaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSUM	: Province du Soum
PUS	: Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS/BF)
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
SSR	: Santé Sexuelle et Reproductive
UNHCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VAD	: Visite À Domicile

MOT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF



L'année 2020 a été une année éprouvante pour la planète en général, et le Burkina Faso en particulier. Une année marquée par la double crise sécuritaire et sanitaire qui a compromis l'économie nationale et bouleversé les différents agendas.

De nombreuses familles ont été endeuillées par la crise sécuritaire et la pandémie de COVID-19 qui continue de se manifester sous d'autres formes.

À la date du 30 novembre 2020, on dénombrait près de 1 049 767 personnes déplacées internes, selon le CONASUR.

Les régions les plus touchées par ces déplacements de personnes sont celles du Sahel, du Nord, de Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Ces déplacés internes sont constitués de ménages pour la plupart vulnérables. Cette vulnérabilité est due à la présence de nombreux enfants en bas âge, de personnes vivant avec un handicap, de femmes et filles cheffes de ménage. On dénombre également des ménages sans revenus qui font face en permanence à des conditions de vie soudainement précaires et difficiles : problèmes de santé et de logement, manque de vivres, d'eau potable et de documents d'État civil.

Cette nouvelle année qui se profile à l'horizon est pleine d'espoir au regard des efforts du gouvernement dans la lutte contre l'insécurité et de certaines structures engagées dans la promotion du dialogue et de la paix. En effet, grâce aux actions du gouvernement et à celles de certaines ONG, on note une relative accalmie des attaques terroristes.

Sur le plan de la riposte à la pandémie de COVID-19, on note l'expérimentation de plusieurs vaccins homologués par l'Organisation Mondiale de la Santé dont les grandes puissances se positionnent pour l'acquisition des vaccins.

Il faut saluer l'initiative COVAX pilotée par l'OMS, qui permettra aux pays les moins développés d'accéder aux vaccins au profit de leur population.

Notre vision commune de parvenir à un monde de paix, de justice et d'équité pour tous est le fondement de notre existence. C'est aussi la boussole de notre ouverture progressive à l'ensemble des régions administratives de notre pays.

Aussi, est-il nécessaire en cette année pleine de défis, de rappeler le sens de la solidarité, de l'humanisme et du sacrifice des organisations humanitaires partenaires, des ONG de développement que je salue et remercie pour leur accompagnement et celui de tous les acteurs de développement et l'assistance qu'ils ne cessent d'apporter aux populations locales, aux PDI, aux réfugiés...

Les besoins sont multiples et variés allant de la protection sociale, des abris en passant par les besoins alimentaires, la santé en général et la santé de la reproduction des adolescents et jeunes en particulier. La majeure partie de nos jeunes, moteur de transformation et de développement, furent-ils de la communauté hôte ou déplacée, continuent de faire face au chômage, à l'exploitation et aux pires formes de travail, surtout des enfants, qui les exposent au grand banditisme, à la radicalisation, à la toxicomanie, à la prostitution, à l'enrôlement massif et à l'endoctrinement...

C'est pourquoi nous ferons de l'année 2021, celle du combat de la formation professionnelle et de l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes pour contribuer à une pleine autonomisation de cette frange importante de la société et partant à la création de richesses.

Aussi, le renforcement du plaidoyer et de la mobilisation des ressources pour l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'offre des soins de santé fera partie de notre combat quotidien face à la pandémie de COVID-19, aux IST, au VIH, aux hépatites virales et à bien d'autres pathologies courantes telles que le paludisme, les infections respiratoires, les maladies diarrhéiques...

QUI SOMMES-NOUS ?

L'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/ Afrique) est une organisation nationale à but non lucratif de droit burkinabè créée en octobre 2000. Elle a été officiellement reconnue pour la première fois le 26 octobre 2000 sous le n°2000/008/MATD/PSUM/SG/ conformément à la loi n°10/92 ADP du 15 décembre 1992 portant liberté d'association au Burkina Faso. Avec le renouvellement des structures associatives suivant la loi 2015/CNT du 20 octobre 2015, l'UNIJED est enregistrée sous le récépissé n°0000493501 MATD/CH.

Le siège social est fixé à Djibo dans la province du Soum.

Une antenne régionale est fonctionnelle depuis 2015 à Dori et couvre les provinces du Séno, de l'Oudalan et du Yagha.

En fin 2019, l'UNIJED a ouvert l'antenne régionale du Nord (Ouahigouya) et a, en perspective, l'ouverture des antennes du Centre-Nord (Kaya) et de la Boucle du Mouhoun (Dédougou).

L'Association est administrée par trois (03) organes, à savoir :

- l'Assemblée générale qui est l'instance suprême de l'organisation ;
- le Conseil d'administration qui fixe les grandes orientations de la vie de la structure ;
- le Secrétariat exécutif qui est l'organe de pilotage et de gestion.



Notre vision

Parvenir à un monde épris
de paix, de justice et
d'équité pour tous



Notre mission

Contribuer à l'accès universel
à la santé, à l'éducation, à la
formation et à la sécurité
alimentaire pour tous

Nos valeurs

L'UNIJED/Afrique s'engage à promouvoir les valeurs ci-après :



Transparence

Large diffusion des méthodes de travail, explication des décisions, connaissances des règles par le public, diffusion des données de capitalisation



Professionalisme

Orientation qualité, respect des délais, procédures normées, réactivité



Intégrité

Tolérance zéro pour la corruption, fiabilité des informations, respect de la parole donnée, honnêteté, sincérité



Solidarité

Renforcement des relations de coopération et d'aide mutuelle entre les communautés



Humanisme

Priorité accordée à la personne humaine et à son épanouissement

Nos domaines d'intervention

L'UNIJED/Afrique intervient dans plusieurs domaines que sont :



La santé
& l'éducation



La protection
& l'humanitaire



La sécurité
alimentaire
et nutritionnelle



La gouvernance
(droits humains,
cohésion sociale)

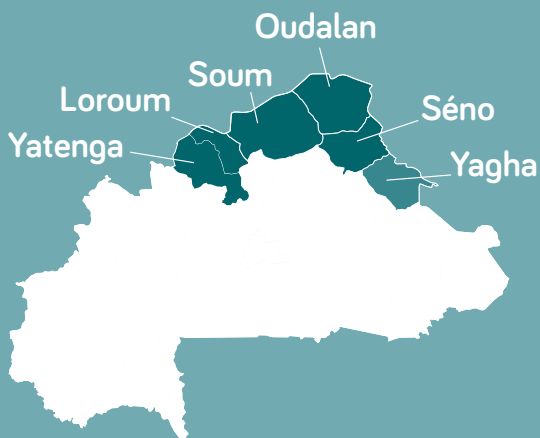


La résilience
communautaire

Nos zones d'intervention

Nous sommes un vivier d'expertises en matière de développement. Nous intervenons aussi dans l'humanitaire avec plusieurs partenaires. L'UNIJED/Afrique intervient dans la région du Sahel (Soum, Séno, Oudalan, Yagha) et la région du Nord (Yatenga, Loroum).

En perspective, les régions du Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun.



PREMIÈRE PARTIE :

BILAN PHYSIQUE



Qu'avons-nous fait en 2020 ?

PROJETS MIS EN ŒUVRE

- 1.1 Burkina Faso Regional Program (BFRP)
- 1.2 Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS)
- 1.3 Projet OIM « Appui à l'amélioration de la confiance entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et les populations du Nord et du Sahel du Burkina Faso »
- 1.4 Projet UNICEF « Fourniture de services de prévention et de protection au profit des enfants en situation d'urgence »
- 1.5 Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC)
- 1.6 Fondation OXFAM INTERMON
- 1.7 Mise en œuvre des activités VIH au profit des PDI (SP/CNLS-IST/VIH)
- 1.8 Projet de soutien psychosocial

1.1 BURKINA FASO REGIONAL PROGRAM (BFRP)

Le BFRP est un programme qui bénéficie de l'accompagnement du peuple américain à travers l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Le Programme intervient au Burkina Faso depuis juillet 2018 et est mis en œuvre par Chemonics International Inc, une organisation américaine de développement.

Les régions du Sahel, de l'Est et du Nord sont les zones d'intervention dudit Programme. L'objectif du Programme est de contribuer à l'atténuation des effets déstabilisateurs de la violence et de l'insécurité. Ce programme s'exécute sous forme de financement en nature.

L'UNIJED/Afrique bénéficie de l'accompagnement de BFRP depuis décembre 2018 à travers plusieurs Projets.

En janvier 2020, l'UNIJED/Afrique a signé une convention de financement avec le BFRP dans le cadre du renforcement du pouvoir économique des

femmes vulnérables en général et particulièrement des PDI qui mènent des activités socioéconomiques. Trente (30) femmes issues des 9 communes de la province ont bénéficié de cet appui. Le choix s'est fait à travers une enquête simplifiée qui a pu déterminer certains critères de vulnérabilité.

À l'issue du choix final, les trente (30) femmes ont bénéficié de deux (02) sessions de formation, l'une sur la gestion financière et l'autre sur l'hygiène alimentaire et environnementale. Au sortir de ces formations, chacune a bénéficié d'une dotation en kit composé d'une bouteille de gaz de 12 kg, d'un box vitré, d'une table, d'un tabouret, d'un parasol, d'une charlotte et d'un tablier pour renforcer son unité économique. Elles ont bénéficié d'un suivi pendant trois (03) mois afin de les guider dans la réussite de leurs activités.



Femmes PDI et hôtes bénéficiaires de kits de friandise pour le renforcement de leur AGR à Djibo



Coût du projet :
9 147 500 FCFA



Durée :
Février à avril 2020

1.2 PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT SANITAIRE (PADS)

Le PADS est une initiative conjointe du Ministère de la Santé et de certains partenaires au développement. Son objectif principal est de contribuer au financement performant de la mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire. Ce Programme vise aussi, de façon spécifique, à contribuer, de manière significative, à la mobilisation des ressources financières pour une mise en œuvre efficace et efficiente des interventions programmées dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), et à assurer la mise en place de mécanismes fonctionnels pour une gestion rationnelle des ressources financières à tous les niveaux du système de santé. Dans un contexte de rareté des ressources et pour assurer la politique gouvernementale relative à la gratuité des soins, le PADS, finance prioritairement les activités de prévention et de prise en charge des maladies de la mère et de l'enfant, et améliorer la qualité des cadres de concertation et de dialogue dans le secteur de la santé.

Le financement du Programme est assuré par la société civile à travers des structures nationales qui sont recrutées comme Bénéficiaires Princi-

aux (BP), Bénéficiaires Secondaires (BS) et, au niveau opérationnel, par les Organisations à base Communautaire d'Exécution (OBC-E) qui sont les acteurs de mise en œuvre des interventions au profit des communautés.

Les actions de l'UNIJED/Afrique en tant que OBC-E ciblent le district sanitaire de Dori, précisément dans la commune de Bani. Dans cette commune, l'expertise de l'UNIJED/Afrique a été sollicitée pour conduire des activités de sensibilisation sur le paludisme au profit des populations des 56 villages que compte cette commune.

En 2020, le Burkina Faso, à l'instar de plusieurs pays du monde entier, a été confronté à la pandémie de COVID-19, qui a impacté les pays à plusieurs niveaux.

Les activités ont essentiellement porté sur la sensibilisation des populations sur les manifestations de la maladie ainsi que les mesures barrières. Aussi, les activités régaliennes sur la lutte contre le paludisme, notamment les causeries éducatives, les théâtres-fora, les projections cinématographiques, ont été réalisées au profit de la population.

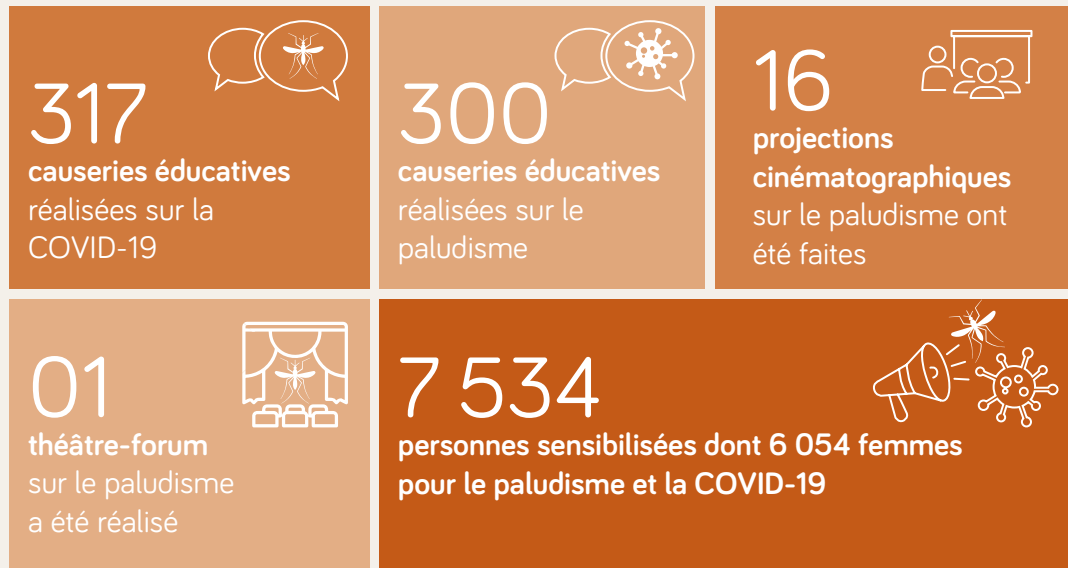


Coût du projet :
6 320 500 FCFA



Durée :
Janvier à décembre 2020

Les données chiffrées nous donnent le point suivant :



Femmes enceintes et/ou allaitantes et enfants du CSPS de Gangaol dans la commune de Bani, en séance de causerie et de projection de film sur le paludisme

1.3 PROJET OIM

« APPUI À L'AMÉLIORATION DE LA CONFIANCE ENTRE L'ADMINISTRATION, LES FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ ET LES POPULATIONS DU NORD ET DU SAHEL DU BURKINA FASO » ET LE SAHEL DU BURKINA »

Le Burkina Faso, depuis quelques années, fait face à une crise sécuritaire sans précédent. Cette crise sécuritaire est caractérisée par la recrudescence de l'extrémisme violent, les attaques des groupes armés, les crimes organisés, les conflits communautaires.

Les régions du Sahel, de l'Est et du Nord sont les plus touchées par l'insécurité.

Les positions militaires sont attaquées en permanence dans ces régions ; attaques occasionnant de nombreuses pertes en vies humaines.

L'intervention des FDS dans ces régions (méconnaissance de la zone, de la langue, etc.) a créé une crise de confiance entre les populations locales et elles.

En outre, cette crise de confiance s'est probablement accentuée par les sentiments de réactions tardives et/ou inappropriées des FDS, des arrestations et par quelques cas de rackets et de violations des droits humains dans le cadre de leurs interventions.

D'une part, la population civile se sent désemparée parce qu'accusée de refuser toute collaboration

avec les FDS. D'autre part, elle est victime des menaces des groupes armés qui l'accusent d'être de mèche avec les FDS.

Cette situation a créé un grand fossé entre les populations civiles et les FDS dont la réussite de la mission dépend fortement du renseignement et de la collaboration avec la population locale.

Le gouvernement burkinabè, avec l'appui de ses partenaires, a développé de nombreux Programmes dont le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS-BF) pour accélérer le développement des localités touchées et renforcer la résilience des populations.

Pour assurer la conduite de ce programme dans les régions d'intervention que sont le Sahel et le Nord, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a été chargée du pilotage du Projet « Appui à l'amélioration de la confiance entre l'administration, les forces de défense et de sécurité et les populations du Nord et du Sahel du Burkina Faso ».

Dans la province du Soum, l'UNIJED/Afrique a été mandatée pour assurer la mise en œuvre du Projet dans les trois communes d'intervention que sont Arbinda, Djibo et Kelbo.



Coût du projet :
17 670 000 FCFA



Durée :
Juin à novembre 2020

En cette année 2020, les résultats atteints par l'UNIJED/Afrique sont les suivants :

30



personnes dont 10 FDS formées sur les droits humains et la lutte contre la corruption

865



personnes dont 25 FDS sensibilisées à travers des théâtres-fora sur les méfaits de la corruption

30



jeunes des communes de Arbinda, de Djibo et de Kelbo ont participé à un concours provincial de dessin sur la corruption

06



journées de salubrité ont été réalisées dans les trois communes et ont mobilisé 1 557 personnes dont 842 femmes

02



journées d'entretien de voiries ont été réalisées à Djibo et ont mobilisé 289 personnes dont 12 femmes

Lauréats du concours provincial de dessin dans le cadre de la lutte contre la corruption



Journée de salubrité au CSPS de Kelbo

1.4 PROJET UNICEF

« FOURNITURE DE SERVICES DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION AU PROFIT DES ENFANTS EN SITUATION D'URGENCE »

Le Burkina Faso est actuellement confronté à une crise humanitaire sans précédent liée à une forte insécurité marquée par des attaques des groupes armés et des conflits communautaires. La récurrence de ces attaques violentes et meurtrières au Burkina Faso a provoqué de nouveaux déplacements de personnes à l'intérieur du pays engendrant ainsi de nouveaux besoins humanitaires de protection. En effet, les attaques autour des zones d'accueil ont poussé plusieurs personnes à se déplacer de nouveau vers des endroits plus ou moins sécurisés, tandis que d'autres ont quitté leurs villages de façon préventive de peur d'être attaqués. Selon les données fournies par les services du CONASUR, le nombre de personnes déplacées internes enregistré le 10 novembre 2020 est passé à 1 049 767 personnes. Les régions les plus touchées par ces déplacements de personnes sont celles du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est et de la Boucle du Mouhoun. Ces déplacés internes sont constitués de ménages pour la plupart vulnérables. Cette vulnérabilité est due à la présence de nombreux enfants en bas âge, de personnes vivant avec un handicap, de femmes et filles cheffes de ménage.

On dénombre également des ménages sans revenus qui font face en permanence à des conditions de vie soudainement précaires et difficiles : problèmes de santé et de logement, manque de vivres, d'eau potable et de documents d'État civil.

Face à cette situation que vivent les PDI et les populations hôtes, de nombreux acteurs humanitaires et agences du Système des Nations Unies comme l'UNICEF œuvrent inlassablement dans ces régions pour leur apporter protection et assistance. C'est à cela que l'UNICEF, en tant qu'organisme des Nations Unies chargé des questions de protection des enfants, apporte son assistance depuis 2018 dans la région du Sahel au profit des personnes déplacées en général et particulièrement des enfants, à travers l'appui psychosocial des enfants déplacés et ceux des communautés hôtes.

C'est dans cette optique que l'UNIJED/Afrique, en partenariat avec l'UNICEF depuis 2019, a conduit des activités de protection dans les communes de Déou et de Gorom-Gorom dans l'Oudalan, et dans la commune de Arbinda dans le Soum.



Coût de l'appui :
45 231 000 FCFA



Durée :
Janvier à juin 2020

Les résultats atteints au cours de cette année 2020 sont les suivants :

1 000

ménages regroupant 5 056 enfants dont 2 475 filles et 2 581 garçons ont bénéficié de kit d'urgence composé d'effets d'habillement, de chaussures, de pagnes, de savons, de pâtes dentifrices, de brosses à dents...



89

enfants dont 37 filles à besoins spécifiques identifiés en situation de handicap



17 156

enfants déplacés internes bénéficiaires de soutien psychosocial dont 8 431 filles y compris dans les EAE

54

enfants déplacés internes dont 19 filles en situation de handicap bénéficiaires de soutien psychosocial y compris dans les EAE

35

enfants dont 19 filles des communautés hôtes en situation de handicap bénéficiaires de soutien psychosocial y compris dans les EAE

3 957

personnes dont 1 927 filles/femmes sensibilisées sur la violence sexuelle



7 858

personnes dont 3 858 filles et garçons déplacés internes et membres des communautés hôtes sensibilisés sur le COVID-19



4 534

personnes dont 2 537 femmes sensibilisées sur la protection de l'enfant en situations d'urgence



3 480

personnes dont 1 910 femmes et hommes déplacés internes et membres des communautés hôtes sensibilisés sur le COVID-19

1.5 PROGRAMME D'APPUI À LA RÉSILIENCE ET À L'INCLUSION DES COMMUNAUTÉS (PARIC)

Les crises politiques et sécuritaires qui secouent le Mali et le Burkina Faso depuis 2012 et 2014 ont un impact dévastateur sur l'activité économique et les conditions de vie des populations dans les zones les plus enclavées et défavorisées. Dans ces zones, l'intensification des opérations militaires et des représailles des groupes terroristes a conduit au retrait progressif des rares représentants de l'État et à l'interruption des services sociaux de base (ex. : éducation, santé, justice, administration). Au dernier trimestre 2018, la plupart des élus municipaux de Baraboulé, Pobé Mengao, Nassoumbou et Diguel se sont installés à Djibo et à Ouagadougou d'où ils appuient les derniers services publics encore fonctionnels. En mi-septembre 2019, les agents de police de Djibo se sont repliés sur Ouagadougou, arguant de leur incapacité à protéger efficacement la ville et ses environs du fait de la perte de terrain enregistrée par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Parallèlement, au Mali, les trois sous-préfets et deux des trois maires de Hairé, Mondoro et Hombori, se sont relocalisés à Douentza. L'insécurité grandissante a également déclenché des déplacements massifs de population, principalement au Burkina.

C'est au regard de ce qui précède que la Délégation de l'Union Européenne (DUE) a lancé des appels à projets dans le cadre du Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 Sahel.

C'est à la faveur de cet appel à projets que le Programme d'Appui à la Résilience et à l'Inclusion des Communautés (PARIC) a vu le jour avec pour objectif d'apporter un appui à la résilience et à la réduction de la conflictualité dans les communautés de Mopti au Mali et du Soum au Burkina Faso.

Il est à cheval entre le Mali (région de Mopti, cercle de Douentza) et le Burkina Faso (région du Sahel, province du Soum)

Le PARIC est un consortium de cinq (05) organisations dont deux (02) internationales (International Rescue Committee [IRC], Solidarités International [SI]) et trois (03) locales (UNIJED et AGED au Burkina) et DELTA SURVIE au Mali.

Le PARIC est piloté par IRC, Solidarités International assure le co-pilotage et les trois (03) autres organisations des co-demandeurs.

Il est prévu pour durer 48 mois (de septembre 2020 à août 2023).

L'UNIJED/Afrique s'occupe du volet « Gouvernance et cohésion sociale » dans le consortium avec une enveloppe estimée à quatre cent trente-cinq millions huit cent soixante-douze mille (435 872 000) FCFA.

Le programme a pour objectif général de contribuer à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle face aux conflits, et à renforcer la cohésion sociale dans les communes les plus fragiles du Liptako-Gourma.



Coût de l'exercice 2019 :

11 080 840 FCFA



Durée :

Septembre à décembre 2020

Il se décline en deux (02) objectifs spécifiques et cinq (05) résultats que sont :

Objectifs spécifiques :

OS1 : Renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales, en renforçant de manière durable et structurelle la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;

OS2 : Appuyer les communautés et les institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale.

Résultats attendus :

Résultat 1 : Favoriser l'accès (de 2 318 ménages très vulnérables) à un système de protection sociale ;

Résultat 2 : 192 690 personnes ont accès aux services nutritionnels de base ;

Résultat 3 : 4 068 ménages voient leurs moyens d'existence préservés, renforcés et diversifiés, 2 318 ménages très pauvres bénéficient d'un paquet multisectoriel d'assistance ;

Résultat 4 : Les relations entre les habitants et les représentants des autorités de l'État dans les communes du Projet sont améliorées ;

Résultat 5 : La cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits sont améliorées au profit des habitants des communes du Projet (141 754 personnes au Mali et 155 634 personnes au Burkina Faso, soit 297 388 personnes au total).

Les activités réalisées au cours de cette année 2020 sont les suivantes :

- le recrutement du personnel composé d'un coordonnateur terrain, d'un chargé de suivi-évaluation, d'un responsable administratif et financier, d'un responsable logistique, de trois superviseurs, d'un chauffeur et d'un agent de liaison ;
- l'installation de l'équipe ;
- l'élaboration des plans de travail annuel et trimestriel du Projet ;
- l'élaboration du budget détaillé de l'AN 1 du Projet ;
- l'élaboration du plan d'approvisionnement du Projet ;
- l'élaboration du tableau de bord.

1.6 FONDATION OXFAM INTERMON

Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 dans la région du Sahel, l'ONG internationale OXFAM, à travers son projet WASH, food security and protection activities to mitigate the effects of the COVID-19 pandemic in Burkina Faso, a apporté un accompagnement financier à certaines organisations de la société civile œuvrant dans la commune de Dori. C'est à cet effet que l'UNIJED/Afrique a bénéficié de cet appui modeste pour assurer la mise en œuvre d'une série d'activités dans quelques écoles de la ville de Dori.

Le Projet vise les objectifs suivants :

- contribuer à la réduction de la propagation de la pandémie de COVID-19 et ses effets par la promotion de la santé publique ;
- contribuer à la réduction des conséquences négatives de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance des groupes particulièrement vulnérables.

Ces actions qui se sont étalées sur deux (02) mois ont permis d'atteindre les résultats suivants :

22



causeries ont permis de toucher 1 589 personnes dont 855 filles de la commune de Dori

02



sketchs au niveau de deux écoles de Dori ayant permis de toucher 148 élèves dont 89 filles

400



masques de protection distribués à 400 élèves et enseignants de la commune de Dori

12



cartons de savon au profit de 150 PDI du site de Wendou à Dori

02



dispositifs de lavage de mains remis au profit de deux écoles de la commune de Dori



Coût du projet :
1 100 000 FCFA



Durée :
Novembre à décembre 2020

Don de kit de lavage de mains à l'école primaire de « Petit Paris » de Dori



1.7 MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS VIH AU PROFIT DES PDI (SP/CNLS-IST/VIH)

Dans le cadre de l'exécution du Projet, l'UNIJED/ Afrique est en partenariat avec le Conseil Burkinabè des Organisations de Développement Communautaire (BURCASO), qui a bénéficié d'un appui financier du SP/CNLS-IST à travers le budget de l'exercice 2020 pour contribuer à assurer l'offre de services communautaires adaptés au VIH au profit des PDI dans les régions de l'Est et du Sahel impactées par l'insécurité.

La situation de crise sécuritaire que le pays a connue ces dernières années a entraîné la fermeture de plusieurs formations sanitaires dans les régions touchées. Cette fermeture a eu des répercussions sur la fourniture de l'offre des soins.

Cet ensemble d'éléments réduit l'accessibilité des PVVIH connues et non connues aux services VIH. Cette absence ou mauvaise qualité des services facilite la transmission du VIH/Sida car même les précautions universelles ne sont pas prises et les préservatifs ne sont pas disponibles.

Par ailleurs, en situation d'urgence, les normes sociales réglementant le comportement sont souvent affaiblies. Ainsi, les femmes et les enfants qui repré-

sentent 85% de ces personnes déplacées courent des risques accrus de violence. Les femmes, les adolescentes, voire les enfants peuvent être amenés à avoir des relations sexuelles pour satisfaire leurs besoins élémentaires.

Pourtant, le gouvernement burkinabè ayant fait de la lutte contre le VIH/Sida et les IST un domaine prioritaire de la stratégie nationale de développement durable, une attention particulière doit être accordée à cette problématique dans les interventions en faveur de ces populations déplacées et des populations des zones d'accueil au regard du contexte épidémiologique de l'infection au VIH dans notre pays.

C'est ce qui a amené le SP/CNLS-IST/VIH et ses partenaires à implémenter le projet de continuum de soins au profit des PDI et des réfugiés.

La mise en œuvre des activités dans le Sahel, zone d'intervention de l'UNIJED/Afrique, a permis de couvrir quatre (04) communes que sont les communes de Dori dans la province du Séno, de Gorom-Gorom dans la province de l'Oudalan, et de Djibo et de Arbinda dans la province du Soum.



Coût du projet :
5 828 000 FCFA



Durée :
Juillet à octobre 2020

Le bilan de la mise en œuvre a donné les résultats suivants :

1 179

PDI dépistées dans
les 04 communes



22

PVVIH perdues
de vue retrouvées
dont 17 femmes

1 115

PDI sensibilisées
sur le VIH, la DSSR
et la tuberculose



605

personnes dont 524 femmes et filles en âge
de procréer sensibilisées sur le e-TME (élimination
de la transmission mère enfant du VIH)



1.8 PROJET DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL

En janvier 2020, l'UNIJED/Afrique ouvrait l'antenne de la région du Nord.

Pour marquer donc sa présence dans cette région, un Projet de soutien psychosocial a été implémenté au profit des populations déplacées en général et particulièrement des enfants PDI et hôtes. La mise en œuvre de ces activités a été facilitée grâce à l'appui technique de la Direction Régionale de la Femme, de l'Action Sociale, de la Solidarité Nationale et de de l'Action Humanitaire de la région du Nord, du bureau UNHCR du Nord.

Les activités ont été mises en œuvre sur deux sites de PDI, notamment sur le site de l'IRA et sur celui de Youba.

Au total, 815 enfants dont 435 garçons et 380 filles ont bénéficié d'accompagnement psychosocial à travers des activités d'éveil, récréatives et de promotion du vivre-ensemble.

645 femmes ont bénéficié de sensibilisation sur la prévention des violences sexuelles sur les sites des déplacés.

Aussi, cinq (05) enfants de la localité de Koumbri en situation de migration ont-ils bénéficié d'un accompagnement en vivres et en kits d'hygiène.

Dans le cadre de sa contribution à la lutte contre la COVID-19, l'UNIJED/Afrique a apporté un appui en matériel à la commune de Djibo et aux services techniques composé de 30 kits de lavage de mains, de 20 cartons de savon et de 20 gels hydro-alcooliques.

La Direction Régionale de l'Action Sociale du Nord a aussi bénéficié de 30 kits de lavage de mains et de 20 cartons de savon.



Le chef de canton de Djibo recevant ici son kit

Vue des kits d'hygiène remis aux populations et aux services dans le cadre de la COVID-19



Coût du projet :
1 115 000 FCFA



Durée :
Janvier 2020

2 NOS PARTENAIRES

L'UNIJED/Afrique est en partenariat avec plusieurs structures, ONG et bailleurs qui, grâce à leur accompagnement technique et financier, lui ont permis de mettre en œuvre plusieurs Projets. En effet, l'UNIJED/Afrique collabore avec :



3 VIE DE L'ASSOCIATION

L'Association pour l'Unité de la Jeunesse et le Développement en Afrique (UNIJED/Afrique) est pilotée par trois (03) instances. Les instances dirigeantes de l'association sont :

- **l'Assemblée générale** : c'est l'organe suprême composé de membres actifs, de membres d'honneur (personnes physiques, délégués de personnes morales). Elle se tient chaque an ;
- **le Conseil de surveillance** : il détermine les politiques à suivre et les orientations de l'Association. Il est élu pour un mandat de deux (02) ans renouvelable une fois. Il est composé de six (06) membres. Le Conseil de surveillance se réunit deux (02) fois l'an ;
- **le Secrétariat exécutif** : il est l'organe de pilotage et de gestion de l'Association. Il est dirigé par un Secrétaire exécutif recruté par le Conseil de surveillance sur appel à candidature interne et externe. Le Secrétaire exécutif est assisté par un chargé de suivi-évaluation, une assistante de direction, un gestionnaire comptable et financier. C'est le bras technique de l'Association.

L'UNIJED/Afrique est membre de plusieurs réseaux et faitières d'association dont le Conseil Burkinabè des Organisations Communautaires pour le Développement (BURCASO), le Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso (CNJ/BF), de plusieurs groupes thématiques et de clusters aux niveaux national et régional.

4 DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

La réalisation de toute œuvre humaine rencontre des difficultés, surtout si son succès est tributaire à la fois du contexte national et international, de la situation sociopolitique locale et de l'engagement des acteurs.

Les difficultés majeures rencontrées sont :

- l'accès difficile de certaines zones pour cause d'insécurité ;
- la pandémie de COVID-19 qui a bouleversé l'ordre normal des choses ;
- la fermeture de certains services sociaux communaux (Arbinda, Déou) ;
- le report de certaines activités pour cause d'inondation au niveau de certains sites des déplacés internes.

5 ACQUIS & PERSPECTIVES

Malgré le contexte social difficile caractérisé par le défi sécuritaire et la pandémie de COVID-19 qu'a connu le pays et qui a eu certainement des répercussions sur la conduite des actions de développement, certains acquis ont pu être engrangés grâce à l'intelligence et au dévouement des hommes et des femmes qui animent la vie de la structure.

Au titre des acquis, nous notons :

- l'ouverture du bureau de la région du Nord ;
- l'accroissement du portefeuille de partenariat qui s'est matérialisé par la signature de conventions de partenariat avec OXFAM INTERMON, IRC ;
- le recrutement de personnel complémentaire.

Au titre des perspectives :

- la poursuite de l'ouverture des bureaux dans le Centre-Nord et la Boucle du Mouhoun ;
- le démarrage des travaux de construction du siège de l'Association.

DEUXIÈME PARTIE :

BILAN FINANCIER

Conformément aux dispositions financières du statut de l'UNIJED/Afrique, le Secrétariat exécutif vous présente le rapport financier de l'exercice clos au 31 décembre 2020.

Le présent rapport financier couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020.

Il a été élaboré par le service financier sous la responsabilité du Secrétaire exécutif afin de rendre compte de l'utilisation des fonds et de l'application des principes d'économie et d'efficacité pour la période considérée. Il permet, en particulier, de vérifier que :

- Les fonds décaissés ont servi aux fins pour lesquelles ils ont été mobilisés ;
- Les prévisions budgétaires sont respectées.

Le rapport comprend trois (03) parties :

- La présentation du système et de l'organisation comptable mis en place ;
- La situation financière au 31/12/2020 ;
- L'état d'avancement financier de la mise en œuvre des activités.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs, mes salutations distinguées.

Ismail TRAORÉ
Le Secrétaire exécutif

1. Système et organisation comptable mis en place

Organisation comptable

L'organisation comptable de l'UNIJED/Afrique répond aux exigences de régularité et de sécurité pour assurer l'authenticité des écritures de façon à ce que la comptabilité puisse servir à la fois d'instrument de mesure des droits et obligations de partenaires de l'UNIJED/Afrique, mais aussi d'instrument de preuve, d'information des tiers et de gestion.

L'organisation comptable au sein de l'UNIJED/Afrique permet :

- une programmation prévisionnelle du budget ;
- la tenue journalière de la comptabilité ;
- l'élaboration des états financiers à bonne date.

Système comptable mis en place

L'UNIJED/Afrique tient une comptabilité de trésorerie. En effet, les enregistrements sont faits uniquement après le règlement de la facture. Le volume d'écritures à traiter est ainsi réduit et permet de gagner du temps. Toutefois, l'Association tient l'inventaire des engagements.

Elle procède à un rapprochement bancaire mensuel permettant d'établir la concordance entre les comptes et la situation bancaire effective.

2. Situation financière au 31/12/2020

Le montant total des ressources mobilisées par l'UNIJED/Afrique au titre de l'exercice 2020 est de treize millions cent quarante-sept mille cinq cent soixante-seize (13 147 576) FCFA.

SOURCES	MOBILISÉ (FCFA)	DÉPENSE (FCFA)	ENGAGEMENT (FCFA)
Frais de gestion, contribution aux salaires et aux fonctionnements des Projets, cotisation des membres et frais d'adhésion	13 147 576	10 781 012	2 276 564

Le montant total des dépenses au titre de l'exercice 2020 est de dix millions sept cent quatre-vingt-et-un mille douze (10 781 012) FCFA, soit un taux de 81,99% par rapport aux prévisions.

L'exercice est clôturé avec des engagements à hauteur de deux millions deux cent soixante-seize mille cinq cent soixante-quatre (2 276 564) FCFA. Cette dette est constituée des factures non parvenues, des factures d'eau et d'électricité, des salaires du mois de décembre 2020, des déclarations de la CNSS et de l'IUTS non encore payés.

3. État d'avancement financière de la mise en œuvre des Projets

L'UNIJED/Afrique, au cours de l'année 2020, a conduit sept (07) Projets avec une enveloppe financière de quatre-vingt-seize millions trois cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante (96 377 840) FCFA. Il s'agit des Projets suivants :

- Burkina Faso Regional Program (BFRP) financé par l'USAID ;
- PADS/PROGETTOMONDO financé par le Fonds Mondial ;
- Projet de prévention et de protection des populations en situation d'urgence (Protection) financé par l'UNICEF ;
- Projet de renforcement de la collaboration entre les FDS, l'administration et les populations civiles financé par l'OIM ;
- OXFAM financé par le Programme d'urgence ;
- PARIC est financé par l'Union Européenne dans le cadre du Programme de Développement d'Urgence (PDU) ;
- BURCASO/SP-CNLS, Projet financé par le budget de l'État.

En résumé, la situation budgétaire desdits Projets est logée dans le tableau ci-dessous.

N° Ordre	Projets/ Programmes	Finance- ment	Budget du Programme	Budget 2020	Montant mobilisé	Montant dépensé	Disponible sur fonds reçu	Engage- ments au 31/12/19	Taux d'exécution
1	BFRP	USAID	9 147 500	9 147 500	9 147 500	9 147 500	-	-	100%
2	PADS/ PROGET- TOMONDO	État	6 320 500	6 320 500	6 320 500	6 320 500	-	-	100%
3	UNICEF	UNICEF	45 231 000	45 231 000	45 231 000	45 231 000	-	-	100%
4	OIM	OIM	17 670 000	17 670 000	17 670 000	17 670 000	-	-	100%
5	OXFAM	OXFAM	1 100 000	1 100 000	1 100 000	1 100 000	-	-	100%
6	PARIC	Union Européenne	11 080 840	11 080 840	11 080 840	11 080 840	-	-	100%
7	BURCASO/ SP-CNLS	CNLS	5 828 000	5 828 000	5 828 000	5 828 000	-	-	100%
TOTAUX			96 377 840	96 377 840	96 377 840	96 377 840			100%

CONCLUSION

L'année 2020 a connu une baisse de la mobilisation des ressources financières par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par le fait que la plupart des Projets étaient à leur dernière année et d'autres étaient des Projets d'urgence qui sont relativement de courte durée.

En résumé, l'exercice 2020 a connu une consommation budgétaire de dix millions sept cent quatre-vingt-et-un mille douze (10 781 012) FCFA sur un budget estimé à treize millions cent quarante-sept mille cinq cent soixante-seize (13 147 576) FCFA, soit un taux d'exécution de 81,99% contre 77% pour l'exercice 2019.

Nonobstant les difficultés liées à la situation sécuritaire et au contexte sanitaire, l'UNIJED/ Afrique a mis en œuvre sept (07) Projets et mobilisé un montant total de quatre-vingt-seize millions trois cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante (96 377 840) FCFA et dépensé au total quatre-vingt-seize millions trois cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante (96 377 840) FCFA avec un taux d'exécution annuel de 100%.

BP 217 DJIBO
Tél. : (00226) 24 56 08 09
Secteur N°4 Djibo en face de l'ancien grand terrain
(À 50 mètres des bureaux du CICR DJIBO)
Email : unijedsoum2002@yahoo.fr
Site Web : www.unijed.com

« Médaille d'honneur des collectivités locales »